

à l'étape actuelle et que le dernier problème qui est posé maintenant au capital mondial c'est son unification finale autour d'un seul pôle.

5. Le capitalisme naît et se développe dans le marché concurrentiel. La concurrence est le milieu vital de son développement. Mais ce développement lui-même amène graduellement la suppression de la concurrence et du marché dont il est sorti. Cette suppression du marché et de la concurrence est partielle tout d'abord, lorsque l'économie arrive au stade de la simple monopolisation. Le monopole supprime partiellement le marché dans le sens « horizontal » : si toute la production des chaussures est entre les mains d'un monopole, il est évident qu'un « marché » de la chaussure subsiste, mais ce marché, d'où la concurrence est absente, n'a plus grand-chose de commun avec le marché capitaliste classique. Cette suppression est beaucoup plus profonde et va encore plus loin dans le cas du monopole « vertical », c'est-à-dire du monopole qui tend à englober toutes les étapes de la production d'un ou plusieurs objets, de la matière première jusqu'au produit fini prêt pour la consommation. Le domaine des échanges se restreint ainsi progressivement, dans la même proportion que se développe la concentration verticale, car une masse croissante de produits et de valeurs ne circulent plus qu'à l'intérieur d'une unité économique. Le volume du commerce décroît donc rapidement par rapport au volume de la production (19).

Ce phénomène se manifeste déjà à l'intérieur de chaque marché national; mais il a une allure encore plus rapide dans les échanges internationaux. En effet, la concentration du capital s'exprime également à l'échelle de chaque économie nationale, qui tend à devenir un ensemble plus ou moins fermé ou autarcique, coiffé par une organisation étatique centrale. Quoique cette étape de l'autarcie nationale soit du point de vue historique profond une étape passagère et provisoire, cette autarcie illusoire étant destinée à éclater tôt ou tard, lorsque se réalise la domination mondiale d'un seul pôle

(19) Supposons que la fabrication d'un objet, de la matière première au produit fini, comporte du point de vue technicoéconomique, cinq étapes distinctes, et qu'à la fin de chacune de ces étapes la valeur du produit augmente, par suite de son élaboration plus avancée, comme suit:

Étape de fabrication et entreprise correspondante	A	B	C	D	E
Valeur du produit au bout de l'étape correspondante	10	20	30	40	50

Dans le cas de la production concurrentielle, la valeur totale des transactions ayant trait au produit sera de 150, puisque celui-ci sera vendu par l'entreprise A à l'entreprise B, par celle-ci à l'entreprise C, etc.; dans le cas de la concentration verticale il n'y aura que la vente du produit fini, c'est-à-dire 50.

impérialiste, elle existe aussi longtemps que cette domination ne se réalise pas; elle contribue ainsi puissamment à la dislocation du marché capitaliste traditionnel. C'est là encore une expression de la faillite du marché comme mode de liaison des différentes productions, et du besoin d'un autre mode d'intégration de l'économie mondiale, sur laquelle nous reviendrons. Cette régression des échanges constitue un facteur de décadence dans la mesure où la suppression du marché et de la concurrence qui en est la base estompent progressivement les motifs de l'accumulation capitaliste.

D. — La décadence sur le plan social et politique.

La décadence de l'économie capitaliste est évidemment déterminante pour l'ensemble de l'évolution sociale. Par les modifications profondes et incessantes qu'elle impose à la structure de classe de la société, à sa vie politique, aux rapports entre les nations et à la culture, elle montre que la société traverse une période de transition pendant laquelle le processus de la barbarie prend de plus en plus corps en elle.

1. La lutte du prolétariat contre l'exploitation est dorénavant constamment présente et domine l'ensemble des phénomènes sociaux. Cette lutte prend toutes les formes, des plus élémentaires aux plus élevées, en passant par des déformations qui la rendent parfois méconnaissable. Elle se manifeste déjà sous une forme simplement matérielle, mais de plus en plus puissante, comme résistance accrue, quotidienne, que les masses ouvrières opposent à la production et par là même à l'exploitation capitaliste. La crise dans la productivité du travail qui en résulte, liée au fait que la production moderne, dans ses plus infimes détails, exige une collaboration volontaire de l'ouvrier, ne fait qu'aggraver la crise générale du système et la baisse du taux de profit. Le capitalisme ne peut répondre à cela qu'en augmentant aussi bien l'exploitation économique que le contrôle de la force du travail dans la production et hors d'elle. Le prolétariat réagit en défendant avec acharnement les moindres parcelles de ses droits et de ses « conquêtes » passées, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques. Il en résulte, aussi longtemps que la dictature illimitée du capital sur la société n'est pas instaurée, une rigidité relative dans les limites de l'exploitation qui ne peut être alourdie à volonté pour le capital, ce qui rend la « démocratie » invivable pour les classes dominantes. Mais le

prolétariat profite de la moindre rupture de l'équilibre social pour envahir la scène, même lorsque c'est sous des drapeaux qui n'ont rien à voir avec le sien, que ce soit la défense de la « démocratie » (Espagne) ou la lutte « antifasciste » (Résistance). Il devient ainsi indispensable pour le capital de s'assurer d'un contrôle complet, installé de l'intérieur, sur la classe ouvrière.

2. La classe dominante traditionnelle se désagrège en tant que classe. La bourgeoisie basée sur la propriété joue un rôle de moins en moins important dans l'économie. L'ère des monopoles déjà amène le règne de couches qui dominent sur l'économie, non pas en vertu de leur propriété, mais en vertu du contrôle qu'elles exercent sur la propriété des autres. Mais la concentration du capital n'implique pas seulement le règne d'une oligarchie financière; elle amène l'apparition de nouvelles fonctions et de catégories sociales qui incarnent ces fonctions. Entre la bourgeoisie possédante traditionnelle qui s'écroule irrémédiablement et les capitalistes financiers qui, en manipulant le capital monétaire encaissent des revenus sur une base de parasitisme, surgissent des couches qui gardent la seule fonction « positive » que la classe dominante accomplissait par le passé : la gestion de l'économie et des forces productives. Gestionnaires du capital ou de la force de travail, de l'un par l'autre ou des deux à la fois, directeurs, techniciens, bureaucrates ouvriers ou bureaucrates économiques prennent leur importance à la fois par leur rôle économique, par la place que laisse la désagrégation de la bourgeoisie traditionnelle et par le fait que la société doit être quand même dirigée, surtout pendant sa décadence. Cette bureaucratie joue de toute façon dans la société moderne un rôle énorme et profondément différent de celui de toute bureaucratie passée; elle incarne le capital dans l'ultime phase de son évolution, et dans cette mesure elle est susceptible d'accéder au pouvoir, soit, comme la bureaucratie stalinienne, totalement, en exterminant les anciennes couches dirigeantes, soit partiellement et en fusionnant avec celles-ci, comme la bureaucratie fasciste d'un côté, travailliste de l'autre. Dans les autres cas, elle reste au service des capitalistes monopolisateurs en attendant son heure et en préparant ses positions (bureaucratie syndicale américaine).

3. L'ensemble de cette évolution rend caduques les formes traditionnelles de vie politique de la société capitaliste, et principalement la « démocratie » parlementaire. Celle-ci perd sa base économique qui était l'euphorie du capitalisme et la

concurrence « pacifique » entre une multitude de capitalistes; elle perd également sa base sociale, puisqu'aucune des trois catégories numériquement importantes de la population ne veut ni ne peut plus l'appuyer : ni le prolétariat surexploité, ni la petite bourgeoisie paupérisée, ni la paysannerie ruinée. Elle devient dorénavant incompatible avec le besoin de plus en plus urgent du capital pour une domination illimitée sur toutes les activités sociales, et cède la place à la dictature bureaucratique ou au fascisme.

4. La nation, qui a été le cadre de la vie sociale pendant la croissance du capitalisme, est brisée de l'extérieur et s'écroule de l'intérieur. La dislocation du marché mondial, basé sur la liaison d'économies nationales dont chacun profitait grâce aux échanges avec les autres, amène la dissolution de la société des nations, et le « concert des puissances » s'achève régulièrement dans la cacophonie stridente des guerres mondiales. La crise de la société d'exploitation amène les classes dominantes à sacrifier leur « indépendance nationale » au maintien de leur domination, qu'elles ne peuvent obtenir que par l'aide d'impérialismes plus forts, et la grande majorité des nations capitalistes sont vassalisées sur leur propre demande par d'autres plus puissantes. La lutte entre les groupements d'exploiteurs pour la domination mondiale prend une forme ouvertement militaire, et la guerre totale devient le cadre normal de la vie sociale.

II. — LA CRISE ET LA CONSOLIDATION DU CAPITALISME APRES LA DEUXIEME GUERRE IMPERIALISTE

A. — *La crise du capitalisme mondial à l'issue de la deuxième guerre impérialiste.*

La crise que traversa le système mondial d'exploitation entre 1945 et 1948 ne fut que l'expression particulièrement aiguë des facteurs que nous venons d'examiner. Comme nous le disions dans un autre article (20), « la fin de la deuxième guerre mondiale n'a fait que poser à nouveau et d'une manière beaucoup plus profonde, intense, urgente et impérative, les problèmes qui étaient à son origine ». La guerre avait été

(20) V. l'article « Socialisme ou Barbarie », dans le N° 1 de cette revue, p. 17.

provoquée par le besoin d'une concentration totale du capital mondial; or la fin de la guerre n'amena point la solution de ce problème : elle n'a fait que le poser complètement à nu.

En 1946, l'économie mondiale se trouve dans une situation chaotique, à laquelle n'échappent que très partiellement les deux grands vainqueurs de la guerre, Amérique et Russie. Les difficultés de la reconversion et l'arrêt du financement étatique de la production de guerre amènent un recul considérable de la production américaine, qui passe de l'indice 208 en 1944 à l'indice 150 en 1946 (1937 = 100). En Europe la destruction partielle de l'appareil productif, la décomposition du marché intérieur, l'inflation qui atteint des proportions rares, les « goulots d'étranglement » créés par la pénurie d'énergie, de matières premières et d'équipement posent des obstacles considérables à la reprise d'une activité économique normale. Un déficit commercial énorme face au reste du monde rend l'économie européenne inviable sans l'aide continue de l'impérialisme américain. La production allemande est à zéro, ou presque. En Europe Orientale la décomposition économique est encore plus profonde, et elle se complique par la lutte sourde entre la bourgeoisie traditionnelle et la bureaucratie stalinienne en passe d'accaparer l'ensemble du pouvoir. En Russie, l'économie bureaucratique se débat dans des difficultés considérables car la guerre, en plus des destructions matérielles, lui a légué une désorganisation étendue, tant économique que sociale. Dans une grande partie du monde colonial soit les résultats directs de la guerre, soit l'effervescence sociale provoquée par celle-ci et favorisée par la décrépitude du capitalisme métropolitain, créent des mouvements centrifuges qui coupent ou affaiblissent énormément les liens de ces pays avec l'économie capitaliste mondiale.

Dans tous ces phénomènes il n'y a pas simplement le résultat matériel extérieur de la guerre, il y a l'expression de quelque chose de beaucoup plus profond, qui est la crise du système d'exploitation dans ces deux pôles les plus forts, en Russie et aux U.S.A., et beaucoup plus que la crise, la faillite du capitalisme traditionnel dans l'ensemble de l'Europe. Le fait que l'Europe a été la métropole du capitalisme pendant deux siècles, qu'elle reste la troisième région industrielle du monde, la base de tous les empires coloniaux, la principale concentration de population prolétarienne, donne à sa faillite les dimensions d'une crise mondiale.

Ces répercussions sont d'autant plus profondes, que la crise du capitalisme européen s'exprime sur le plan social et politique par la faillite de ses représentants traditionnels (tant des personnes que des institutions), et que le stalinisme s'affirme comme le courant absolument prédominant dans le prolétariat et la petite bourgeoisie paupérisée de la plupart des pays de l'Europe continentale et dans les mouvements coloniaux les plus importants (Chine, Indochine). Par là même, tous ces pays deviennent l'objet d'une lutte couverte d'abord, déclarée ensuite entre l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. L'antagonisme entre la Russie et l'Amérique, si il garde encore un caractère voilé et indirect, si il semble se placer dans le cadre d'un équilibre des forces provisoire, s'affirme déjà comme le trait dominant de la période d'après guerre (21).

Pour ces entreprises non solvables et chancelantes que sont les nations capitalistes de l'Europe il ne reste plus qu'une possibilité : s'intégrer à l'un des deux trusts tout-puissants qui dominent le monde. C'est par cette intégration que le système d'exploitation arrive à se maintenir en Europe et parvient une consolidation. Le mode de cette intégration a été pour l'Europe Occidentale le plan Marshall, pour l'Europe orientale (et la Chine) sa conquête par le stalinisme. Ces deux modes étant, pour des facteurs et à des degrés différents, temporaires et passagers dans leurs résultats, la consolidation actuelle ne peut être que provisoire. En l'examinant de plus près, nous pourrions voir à la fois ce qu'elle signifie exactement, comment elle fut possible et pourquoi elle est condamnée irrémédiablement.

B. — L'étendue exacte de la consolidation actuelle du capitalisme.

1. Sur le plan économique, la consolidation se manifeste tout d'abord dans la reprise et le développement de la production. Nous avons déjà indiqué que la production industrielle mondiale avait été, en 1948, supérieure de 36 % à celle de 1937. Le tableau V montre l'évolution de la production industrielle dans les principaux pays au cours des années 1946, 1947 et 1948.

(21) L'article « 1948 » dans le N° 1 de cette revue donne un aperçu des aspects, essentiels de cette période.

TABLEAU V

Production industrielle des principaux pays en 1946, 1947 et 1948 (22)
Indices; 1937 = 100.

	1946	1947	1948	1949 (23)
I. U.S.A.	150	165	170	160 (mars)
Canada	147	163	168	166 (fév.)
Inde	109	106	125 (24)	—
Mexique	126	131	131 (25)	—
Chili	159	168	166	—
Japon	20	25	33	37 (janv.)
II. Autriche	—	51	78	83 (janv.)
Belgique	74	86	93	99 (fév.)
Danemark	101	116	129	136 (fév.)
Finlande	107	120	137	—
France	73	87	100	107 (janv.)
Bizone (26)	34	40	60	89 (mars)
Grèce (27)	53	67	73	77 (fév.)
Irlande	109	113	130	—
Italie (28)	—	87	95	88 (fév.)
Norvège	100	115	125	145 (fév.)
Pays-Bas	75	95	114	130 (mars)
Suède	137	139	144	148 (fév.)
Royaume Uni	90	93	109	117 (fév.)
III. U.R.S.S.	109	134	170	—
Bulgarie	132	158	185	—
Tchécoslovaquie	—	87	102	108 (fév.)
Pologne (28)	91	121	153	161 (déc.)
Hongrie (28)	—	95	—	—
IV. Production mondiale ...	106	121	136	—

Comme on le constate à la lecture de ce tableau, la première catégorie de pays, comprenant les pays d'outre-mer, se situe à des niveaux de production très élevés par rapport à 1937; la deuxième, comprenant les principaux pays de l'Europe Occidentale, ne recouvre qu'avec beaucoup de peine, en 1948, son niveau de production d'avant-guerre. Enfin, la troisième, comprenant l'U.R.S.S. et les pays bureaucratiques de l'Est européen marque dans l'ensemble une avance nette par rapport à l'avant-guerre.

Ces données signifient :

- Que la reconstruction du capital détruit par la guerre est pratiquement achevée;
- Qu'une proportionnalité technico-économique a été tant bien que mal restaurée entre les différents secteurs de la production: la production de matières

(22) Selon le « Bulletin mensuel de statistique » de l'O.N.U. et l'« Appendice statistique » du « Economic survey for Europe in 1948 ». Indice mondial computed par nous comme indiqué précédemment.

(23) Dernier mois de 1949 disponible; pour la Pologne, décembre 1948.

(24) Moyenne des dix premiers mois.

(25) Moyenne des neuf premiers mois.

(26) 1936 = 100.

(27) 1939 = 100.

(28) 1938 = 100.

premières correspond dorénavant aux demandes des industries de transformation, celle de biens d'équipement à la demande des industries de biens de consommation, il y a suffisamment d'énergie pour l'ensemble de l'industrie; les « goulots d'étranglement » ont éclaté;

- Qu'à l'intérieur de chaque économie nationale le mécanisme du marché fonctionne de nouveau à peu près normalement; l'inflation démesurée d'après-guerre est stoppée, le marché noir quasi disparu;
- Que, par un moyen ou par un autre — et fondamentalement par une surexploitation de la classe ouvrière — le capitalisme a pu résoudre le problème des nouveaux investissements nécessaires pour reprendre et développer sa production.

En même temps, une relative reprise du commerce international se manifeste, telle qu'on peut la constater dans le tableau VI :

TABLEAU VI

Le commerce mondial de 1928 à 1948 et la participation de l'Europe et des U.S.A. dans les échanges internationaux (29)

En milliards de dollars.

	Milliards de dollars de l'époque				
	1928	1938	1946	1947	1948
I. — EN PRIX COURANTS					
Exportations (f.o.b.) :					
Monde	32,8	21,9	34,2	48,7	53,7
Dont U.S.A.	5,2	3,1	10,2	15,4	12,6
Dont Europe	15,6	10,7	10,4	14,9	19,6
Importations (c.i.f.) :					
Monde	35,6	24,6	38,6	53,8	60,7
Dont U.S.A.	4,4	2,2	5,7	6,5	8,0
Dont Europe	19,6	13,9	17,2	24,2	27,6
II. — EN PRIX FIXES					
Exportations (f.o.b.) :					
Monde	32,8	21,9	22,2	25,1	25,6
Dont U.S.A.	5,2	3,1	6,6	7,9	6,0
Dont Europe	15,6	10,7	6,8	7,7	9,3
Importations (c.i.f.) :					
Monde	35,6	24,6	25,0	27,7	26,9
Dont U.S.A.	4,4	2,2	3,7	3,4	3,8
Dont Europe	19,6	13,9	11,2	12,5	13,1

Comme on le voit dans ce tableau, le volume du commerce international, tel qu'on le constate en examinant sa

(29) D'après les « International Financial Statistics » du Fonds Monétaire International, mars 1949, p. 18-19. Les chiffres pour le Monde et pour l'Europe ne comprennent pas le commerce de la Russie, qui est d'ailleurs négligeable (environ 1 % du commerce mondial). Les différences entre les totaux mondiaux pour les exportations et ceux des importations viennent

valeur en prix fixes, se situe, dès 1946, à son niveau de 1938; ce dernier était en effet un niveau limite, comprenant les produits absolument indispensables, au-dessous duquel il était pratiquement impossible de descendre en temps de « paix ». En revanche, la progression du volume du commerce international, entre 1946 et 1948, est extrêmement faible (+ 14 %), tandis que, comme on l'a vu dans le tableau V, la progression de la production industrielle dans la même période est beaucoup plus forte (+ 30 %).

Si donc un marché international a pu être rétabli, il se présente dès le départ dans une situation de crise, et il n'arrive pas à améliorer cette situation.

2. Sur les plans des rapports internationaux de la situation politique intérieure des pays capitalistes et de la lutte des classes, plans aujourd'hui indissolublement liés, la crise profonde du système mondial d'exploitation connaît un répit provisoire, qui ajourne les guerres civiles et la guerre mondiale.

Ce répit a pour cause profonde l'impossibilité pour le prolétariat, pendant cette période, à s'organiser et à lutter d'une manière autonome, ce qui permet à la bureaucratie stalinienne et au capitalisme occidental de consolider leur domination dans leurs zones respectives. Il se manifeste par :

- a) L'installation solide au pouvoir de la bureaucratie dans les pays de l'Est européen et la conquête de la Chine par le stalinisme;
- b) Une survie factice de la « démocratie » capitaliste dans les pays de l'Europe Occidentale;
- c) Le maintien des luttes ouvrières aux U.S.A. dans des cadres strictement économiques et revendicatifs;
- d) Le cloisonnement des deux impérialismes géants, russe et américain, dans leurs zones respectives et un *modus vivendi* international.

III. — LE NOUVEAU DESEQUILIBRE EN PREPARATION

L'histoire de la société capitaliste n'est qu'une succession ininterrompue des phases d'équilibre et de déséquilibre dans

du fait que les premières sont données f.o.b. et les seconds c.i.f.; la différence couvre le fret et l'assurance, qui représentent entre 10 et 12 % de la valeur des marchandises. Les chiffres pour 1946, 1947 et 1948 ont été réduits par nous en dollars 1938 d'après l'indice des prix de gros aux U.S.A. (ib. p. 124-125). Dans la deuxième partie du tableau, les chiffres pour 1928 ne sont pas convertis en dollars 1938.

toutes les sphères de la vie sociale : dans l'économie, dans la politique, dans les rapports entre les classes, dans les rapports entre les nations. A vrai dire, le capitalisme ne connaît jamais un équilibre profond; son équilibre est toujours instable, car son évolution est profondément irrationnelle. La paix prépare toujours la guerre, l'expansion de la production prépare la crise, la lutte des classes ne connaît que des répit gros d'explosions toujours plus vastes. Mais dans la mesure où, entre deux phases de crise aiguë, le capitalisme parvenait pour quelques années à des étapes d'expansion quasi régulière, de développement de la production accompagné d'un répit relatif dans la lutte des classes et de la « paix » sur le plan international, on pouvait parler de périodes de *stabilisation relative du système d'exploitation*.

Nous nous sommes systématiquement refusés d'appeler la période actuelle, période de « stabilisation relative » du capitalisme mondial. Nous avons employé le terme de « consolidation temporaire » pour bien marquer la différence que nous voulons établir entre la situation d'aujourd'hui et d'autres phases d'équilibre relatif, comme celle de 1923-1929. En effet, nous considérons que la stabilisation de 1923-1929 fut la dernière stabilisation, au sens traditionnel de ce terme, du régime capitaliste. Pour la dernière fois, alors, ont existé les conditions d'une telle stabilisation que le développement du capitalisme a détruites et qu'il ne reproduira jamais. Entre 1923 et 1929, une proportionnalité existait entre les productions des différentes nations capitalistes, la division traditionnelle du travail entre celles-ci persistait encore; sur cette base, un marché mondial pouvait fonctionner normalement, et un équilibre passager des forces entre les Etats impérialistes était la base de la « paix ».

La grande crise de 1929, dont le capitalisme n'est sorti que pour entrer dans la guerre, a détruit définitivement ces conditions. La faillite du capitalisme européen s'est brusquement révélée, et la division internationale du travail s'est disloquée. En conséquence, le marché mondial est entré dans une phase de décomposition croissante. La surproduction n'a jamais pu être résorbée; jusqu'à la guerre, le chômage est resté énorme dans les grands pays capitalistes (30), et la reprise de la production pendant deux ou trois ans, entre

(30) En 1939, il y avait 175.000 chômeurs en Belgique, 900.000 au Canada, 380.000 en France, 235.000 en Hollande, 350.000 en Pologne, 1.350.000 en Angleterre et 9.500.000 aux Etats-Unis (O.N.U., *Bull. Mens. de Statist.*, mai 1949).

1935 et 1937, a suffi pour provoquer une nouvelle crise en 1938. Il a fallu la guerre, sa préparation d'abord, sa conduite et ses conséquences de destruction massive et de pénurie accumulée ensuite, pour que la production capitaliste connaisse un nouvel et puissant essor. Mais sa potentialité productive est telle, qu'à peine trois ans après la fin de la guerre elle entre de nouveau dans la zone de la surproduction. D'autre part, comme on l'a vu, la guerre n'a fait qu'aggraver le déséquilibre et l'inégalité entre l'Europe et l'Amérique. L'écart entre la production et sa partie commercialisée n'a fait qu'augmenter; le marché mondial n'a été restauré que d'une manière artificielle, une grande partie des échanges internationaux étant financée par l'impérialisme américain. Si ce financement cessait, le commerce mondial connaîtrait une régression catastrophique.

Tous ces facteurs, en même temps que le caractère particulier de la « paix » actuelle, interdisent de considérer l'équilibre d'aujourd'hui comme une « stabilisation relative ». Il s'agit seulement d'une phase de consolidation temporaire, consolidation dont il nous faut maintenant analyser les bases et les perspectives.

Si l'on pose le problème sur sa véritable base, on doit se demander : est-ce que le monde capitaliste a résolu les problèmes fondamentaux qui avaient provoqué la deuxième guerre impérialiste et que celle-ci non seulement n'avait pas résolu, mais avait au contraire aggravés ?

La réponse à cette question implique l'examen de deux problèmes :

1° Est-ce qu'un équilibre économique a pu être rétabli sur le plan international avec une nouvelle division internationale du travail ?

2° Est-ce qu'un équilibre a été rétabli entre la production et la consommation ? Autrement dit : est-ce que le problème Europe-Amérique a été réglé ? Est-ce que le problème de la surproduction a été résolu ? Quoique ces deux questions soient profondément connexes, nous les aborderons d'abord distinctement pour essayer d'en faire la synthèse ensuite.

A. — Europe et Amérique. Le plan Marshall et le marché mondial.

I. Nous avons déjà vu que si une amélioration relative dans la situation économique du capitalisme européen a eu

lieu entre 1946 et 1948, la disproportionnalité énorme entre l'Europe et les U.S.A., existant déjà en 1929 et terriblement aggravée par la guerre, n'a nullement diminué. Au point de vue de la production, d'abord : l'Europe regagne péniblement son niveau d'avant-guerre, au moment où la production des U.S.A. le dépasse de 70 %; la production industrielle américaine est deux fois plus forte que celle des cinq principaux pays de l'Europe réunis. Le tableau VII montre le rapport entre la production industrielle des U.S.A. et celle de l'ensemble de l'Europe, sauf la Russie, en 1938, 1947 et 1948.

TABLEAU VII (31)

Production américaine et production européenne

Production européenne sauf la Russie = 100.

	Avant guerre	1947	1948
<i>Ensemble de la production industrielle :</i>	76	151	135
Production de charbon	78	133	116
Consommation de pétrole	339	542	530
Production d'énergie électrique	98	162	162
Consommation totale d'énergie	122	170	(160) ?
Extraction de minerai de fer	114	237	200
Production de fonte	91	207	157
Production d'acier brut	101	203	171
Métallurgie et industries mécaniques	86	212	179
Industries chimiques	51	141	116
Textiles	49	105	92

En ce qui concerne la productivité, la différence est encore plus grande. En 1938, la valeur nette produite par personne employée dans l'industrie était presque de trois fois plus grande aux U.S.A. qu'en Europe (1.730 dollars contre 645) et de plus de trois fois plus grande dans l'agriculture (580 dollars contre 175) (32). Depuis, la productivité en Europe a à peine retrouvé son niveau d'avant-guerre, cependant qu'aux U.S.A. elle augmentait encore de 15 % dans l'industrie et de bien davantage dans l'agriculture.

La signification de ces données est claire. Avec un tel rapport de forces contre lui, jamais le capitalisme européen ne pourra participer d'une manière indépendante au marché mondial. L'autonomie relative des grandes nations impérialistes, l'ère pendant laquelle l'intégration indispensable des différentes économies nationales dans un ensemble plus vaste se faisait par des échanges relativement équilibrés, est à

(31) D'après l'Appendice Statistique de l'Economic Survey of Europe in 1948 de l'O.N.U., p. 14.

(32) Appendice Statistique, ib., p. 104.

jamais révolue. Elle disparaît, parce que sa base matérielle nécessaire, qui est une certaine proportionnalité dans la puissance économique des principaux impérialismes, a disparu irrémédiablement. Cette constatation devient encore plus claire, lorsque on pense que la restauration actuelle de l'économie européenne n'est pas le résultat des efforts propres du capitalisme européen — efforts dont il était matériellement incapable — mais de la transfusion de substance économique des Etats-Unis vers l'Europe bourgeoise par le canal du plan Marshall. Sans celui-ci, la bourgeoisie européenne se serait déjà écroulée.

Il est donc nécessaire de nous arrêter ici, pour examiner de plus près le plan Marshall et les perspectives de l'économie du capitalisme européen.

Cet examen particulier est indispensable pour plusieurs raisons : d'abord, l'Europe est la troisième région industrielle du monde en importance. Ensuite, elle est la région où il y a la plus forte concentration prolétarienne dans le monde. En troisième lieu, c'est dans les pays européens que le régime d'exploitation est toujours objectivement le plus fragile. A cause précisément de cette fragilité, l'économie européenne reste un endroit décisif de l'équilibre du capitalisme mondial. Enfin, elle reste le terrain de lutte principal entre les deux blocs.

2. Tout le monde sait, depuis deux ans au moins, que les problèmes économiques du capitalisme européen se résument dans ce phénomène : le déficit permanent de la balance des paiements de l'Europe Occidentale avec le reste du monde. Avant la deuxième guerre impérialiste déjà la balance commerciale de l'Europe était déficitaire; mais ce trou était comblé par d'autres revenus, venant du tourisme, de la marine marchande et avant tout des revenus des capitaux européens placés à l'étranger. Par suite de la guerre ces sources se sont tariées; surtout, les capitaux placés à l'étranger ont été liquidés pour financer soit la guerre elle-même, soit les importations des premières années d'après-guerre. Par-dessus le marché, tandis que les besoins d'importation avaient augmenté par rapport à l'avant-guerre — à cause de la chute de la production en Europe elle-même et des besoins de remplacement du capital usé — les exportations européennes se trouvèrent fatalement diminuées de beaucoup : d'abord il n'y avait pas de quoi exporter; ensuite ce qu'il y avait à exporter coûtait trop cher pour les acheteurs (les prix de revient en Europe ayant

augmenté à cause à la fois de l'inflation et de la détérioration de l'appareil productif); enfin, les marchés vers lesquels l'Europe exportait avant-guerre étaient pris soit par les exportations américaines, soit par l'industrialisation, au cours de la guerre, des pays d'outre-mer. Ainsi, en 1946, tandis que les importations de l'Europe venant de pays non européens représentaient déjà 92% de leur niveau de 1938, les exportations vers ces pays n'en représentaient que 62%; en 1947, les importations montaient à 114%, cependant que les exportations restaient à 81%. Le déficit commercial européen était, en 1946, de 5.200 millions de dollars; en 1947, il montait à 7.300 millions de dollars. Ce déficit était encore aggravé par le fait que le capitalisme européen non seulement ne tirait plus de revenus « invisibles » de l'étranger, mais était obligé d'en payer lui-même (essentiellement pour les frêts de transport). Le déficit total des pays européens (déficit commercial et « invisibles ») pour 1946 et 1947 s'est élevé à 13.300 millions de dollars. Le paiement de ce déficit n'a été possible que par la liquidation définitive de la plupart des capitaux européens à l'étranger, des avoirs en or et devises des pays européens et les prêts accordés par l'impérialisme américain.

Le principal bénéficiaire de cette évolution était évidemment l'impérialisme américain; en 1947, le déficit du commerce européen avec les pays d'outre-mer était représenté pour 70% par le déficit avec les Etats-Unis. Ceux-ci accroissaient énormément leurs exportations par rapport à l'avant-guerre et réalisaient un excédant de leur balance commerciale égal à 4.500 millions de dollars en 1946 et à 8.800 millions de dollars en 1947.

Ce que le capitalisme européen perdait était gagné par le capitalisme yankee. Mais en poussant ainsi le capitalisme européen à la faillite complète, Wall-Street travaillait en fait pour Moscou. Les événements de l'année 1947, où l'économie européenne se trouva au bord de l'abîme et où les événements sociaux et politiques démontrèrent que l'on ne peut pas permettre la faillite d'un continent comme on pouvait le faire pour une entreprise concurrente, les nécessités de la lutte contre la Russie et la certitude supplémentaire de posséder dorénavant des moyens de pression suffisamment efficaces pour aboutir à la mise au pas des bourgeoisies européennes, poussèrent le gouvernement américain à l'adoption du plan Marshall. Le fonctionnement de celui-ci est simple : le gouvernement américain octroie aux gouvernements européens des dollars, avec lesquels ceux-ci peuvent acheter aux Etats-

Unis ou (plus rarement) à d'autres pays les marchandises dont ils ont besoin. Un certain nombre de points essentiels sont à souligner tout de suite :

1° Le plan Marshall est un fait économique nouveau dans l'histoire du capitalisme. Il est nouveau (relativement) en ceci, qu'il n'a aucune rentabilité économique directe et immédiate pour le capitalisme américain; les achats faits par l'Europe aux Etats-Unis au titre du plan Marshall sont payés par le gouvernement américain, donc par l'économie américaine elle-même; une petite partie de ces sommes consiste en des prêts, la plupart sont des « dons ». Sa rentabilité est indirecte, et ceci dans deux sens. Dans le sens économique, d'abord (qui est le moins important), l'existence et le fonctionnement d'une économie européenne est utile, sinon indispensable, à l'économie du capitalisme américain. Mais il est surtout rentable dans un sens politico-militaire: le « sacrifice », en fin de compte négligeable, de 4 ou 5 milliards de dollars par an (2 % du revenu national des Etats-Unis) est substantiellement inférieur à la perte que signifierait pour les U.S.A. le renversement de la bourgeoisie européenne. Il suffit de penser à l'énorme augmentation des dépenses militaires que rendrait immédiatement nécessaires pour les impérialistes yankees un tel renversement.

2° Mais le plan Marshall est surtout nouveau sous un autre aspect: il indique le degré de concentration — et par là même de contrôle conscient — auquel est parvenu le capitalisme. C'est la première fois dans l'histoire où un gouvernement impérialiste en temps de paix se trouve amené à faire une prévision et par la suite un plan d'action économique s'étalant sur plusieurs années, et en se plaçant non plus à « son » point de vue national, mais au point de vue de l'ensemble du capitalisme occidental. Il est superflu d'ajouter que ce plan — comme tout plan dans une société d'exploitation — ne sert que les intérêts du capitalisme et que, en plus, aussi bien les buts qu'il se propose sont irréalisables que les moyens qu'il utilise sont inadéquats, comme on le verra par la suite.

3° Enfin, d'un point de vue plus général encore, la caractéristique la plus importante du plan Marshall c'est qu'il rend manifeste la décomposition du marché mondial traditionnel et qu'il essaie de restaurer un nouveau mécanisme d'échanges internationaux qui est par définition insuffisant et provisoire. Effectivement, comme on l'a vu, le fonctionnement du marché capitaliste mondial avait abouti à la

faillite des pays capitalistes occidentaux, qui normalement devait les éliminer de ce marché. Dans le cadre de l'économie nationale privée, lorsqu'une entreprise arrive à un déficit permanent, elle est obligée soit de fermer, soit de se laisser annexer par le concurrent vainqueur. Aucune de ces deux solutions n'était réalisable pour l'Europe en 1947 en fonction de la conjoncture internationale existante. Il a donc fallu restaurer une sorte de marché mondial artificiel, dont le fonctionnement n'est désormais possible que parce que les Etats-Unis le financent. On verra tout de suite qu'il ne peut s'agir là que d'un expédient provisoire.

L'« objectif » supposé du plan Marshall était d'arriver, en quatre ans (c'est-à-dire pour 1952-53), à un équilibre de l'économie européenne avec le monde extérieur, autrement dit à ce que l'Europe gagne, par l'exportation de ses produits et de ses services autant qu'il lui faut pour importer ce dont elle a besoin. Le moyen pour cela était de restaurer la production européenne en la faisant dépasser de beaucoup son niveau d'avant-guerre, afin de pouvoir à la fois réduire les importations européennes et augmenter les exportations (33). On a supposé ainsi qu'on arriverait à réduire le déficit de l'Europe à 800 millions de dollars pour 1952-53; d'ici là, l'aide Marshall comblerait le déficit courant.

En partant de ces hypothèses, les dix-neuf pays européens participant au plan Marshall ont couché sur le papier des plans de développement de la production, en « calculant » les besoins et les ressources de leurs économies, en fixant des rythmes de progression aux différentes branches et en définissant les sommes nécessaires à l'achat de l'équipement américain indispensable pour le développement projeté de la production, de telle manière qu'un équilibre puisse être réalisé en 1952-53. De l'addition de ces dix-neuf plans nationaux a résulté un « plan de relèvement européen ».

Toute cette soi-disante planification a une valeur égale à son poids en papier, et dès aujourd'hui n'est pas prise au sérieux par ses propres auteurs. De l'aveu même des dirigeants américains et européens du plan Marshall, le déficit de l'Europe, en 1952-53, sera, dans le cas le plus favorable,

(33) Si l'économie européenne revenait simplement à son niveau d'avant guerre, elle resterait grevée d'un déficit considérable, qu'elle couvrirait autrefois par ses revenus « invisibles » (revenus de capitaux placés à l'étranger, etc.), revenus qui n'existent plus maintenant. L'aggravation qui résulte de leur disparition pour la situation du capitalisme européen est de l'ordre de 2 ou 3.000 millions de dollars par an. (*Etude sur la situation de l'Europe*, O.N.U., 1948, p. 15.)